

COMMUNIQUE

PROJET DE LOI « REPUBLIQUE NUMERIQUE » :

CONCERTATION VIRTUELLE

Alors que le gouvernement se vante d'être à la pointe de la modernité et de la « démocratie participative » en ouvrant prochainement une consultation publique sur son projet de loi « République numérique » qu'il présente à cette occasion, il a visiblement considéré que le concept de concertation institutionnelle, notamment avec les organisations syndicales, était dépassé.

Pourtant, de par son champ et ses sujets, ce texte concerne et impacte les salariés : sécurité des données personnelles, ouverture des données publiques, portabilité des données et des droits, fracture numérique, accessibilité aux personnes démunies ou dépendantes, etc.

FORCE OUVRIERE demande une concertation immédiate sur ce projet de loi d'autant que le gouvernement annonce vouloir faire du numérique un sujet d'envergure, avec d'autres textes législatifs ou réglementaires, dans la suite des préconisations du rapport « *Transformation numérique et vie au travail* » du 15 septembre dernier.

Pour FORCE OUVRIERE, la République n'est pas numérique et, faute de concertation institutionnelle préalable, cette consultation publique ouvre un boulevard aux lobbies patronaux du numérique. Rien de tel pour être déconnecté de la réalité.

Paris, le 25 septembre 2015

Contacts : **Pascal PAVAGEAU**, Secrétaire confédéral

☎ 01 40 52 84 45 - 📞 06 76 77 70 39 - ✉ pascal.pavageau@force-ouvriere.fr